

Après une semaine de vives tensions entre le pouvoir civil et la hiérarchie militaire, nous aurions pu imaginer une sortie de crise digne du bon fonctionnement de la République. Des échanges même vigoureux ne sont-ils pas le symbole d'une démocratie vivante et respectueuse des avis des uns et des autres ?

Après le manque de discernement du ministre Darmanin mettant le chef d'état-major des armées (CEMA) devant le fait accompli d'une baisse du budget des armées le 11 juillet, le discours du président de la République du jeudi 20 juillet 2017 sur la base d'Evreux aurait donc dû mettre un terme à cette crise politico-militaire.

Ce discours était initialement prévu pour affirmer les orientations présidentielles de la dissuasion nucléaire. Il a finalement abordé trois points :

- Le maintien des deux composantes Air et Marine de la dissuasion nucléaire, et donc leur modernisation à venir. De fait, cette approche présidentielle et régaliennne a été effacée médiatiquement par l'affrontement entre le CEMA et le président de la République. Or, elles seront les bénéficiaires des augmentations du budget de la défense à venir au détriment des forces conventionnelles.
- L'amélioration de la condition militaire a été annoncée, moyen pour éviter toute cristallisation du mécontentement de la communauté militaire derrière le CEMA. Or, le président de la République est déjà destinataire annuellement du rapport du haut comité d'évaluation de la condition militaire (Cf. [HCECM](#)) sur la condition militaire qui lui donne cette responsabilité.
- Surtout, ce discours s'est adapté à la situation de crise entre l'exécutif et les armées. Décryptant en direct sur Cnews ce discours (Cf. [Cnews Newsroom du 20 juillet 2017](#)), j'avais estimé l'incident comme étant clos. J'avais exprimé le soir même ce point de vue au grand journal de France 3 (Cf. [Mon interview sur France 3 le 19 juillet 2017](#)).

Malheureusement la tempérance et l'intelligence de situation du politique n'étaient pas au rendez-vous. Seule la rancœur a trouvé sa place avec cette intervention affligeante le 20 juillet 2017 du porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner (Cf. [Le Figaro du 20 juillet 2017](#)). Quel manque de sens politique ! Quelle honte pour un tel comportement alors que ce gouvernement voulait exprimer l'exemplarité et le changement ! Peut-on croire que le porte-parole ait pu s'exprimer avec une telle vindicativité sans l'aval du président Macron qui nous offre donc une nouvelle facette inquiétante de son caractère.

Cette crise entre le pouvoir politique et la hiérarchie militaire était donc exceptionnelle et a suscité rapidement ma tribune publiée dans Le Monde (Cf. [Ma Tribune du 18 juillet 2017 dans Le Monde](#)) ou d'autres réactions comme celle du général Desportes (Cf. [Europe 1 du 19 juillet 2017](#)). Elle a posé la question du lien entre le politique et le militaire dans la société d'aujourd'hui.

Le constat d'une incompréhension entre le politique et le militaire

La génération politique arrivée au pouvoir n'a connu ni la guerre, ni la menace de l'Union soviétique. Elle a bénéficié d'une paix magnifique grâce à ceux qui l'ont précédée et qui ont bien souvent donné leur vie pour que cela soit possible. Elle connaît à peine son histoire de

France et surtout sa complexité. Le militaire est pour elle un inconnu qui, sans les attentats de 2015 et la menace islamiste, aurait disparu ou aurait été conservé à titre de relique.

Cette approche du temps de paix a simplement ignoré que les généraux d'aujourd'hui ont été les lieutenants des années 80, les capitaines et des commandants des années 90, les colonels des années 2000 et donc de la guerre permanente, hier discrète, aujourd'hui dans notre quotidien.

A la différence de nos anciens, la plupart des généraux et des amiraux d'aujourd'hui ont connu, ont fait la guerre, non des guerres d'exécutants dans le cadre d'une simple opération militaire comme au temps de la guerre froide mais des guerres dites d'approche globale, c'est-à-dire des guerres où les dimensions politique, économique, socio-culturelle, militaire sont intégrées dans la stratégie mise en œuvre par les chefs militaires.

Je pourrai ajouter qu'à cette compétence opérationnelle s'ajoutent une formation initiale de haut niveau dans des grandes écoles militaires comme Saint-Cyr, Salon-de Provence pour l'Armée de l'air, l'Ecole Navale, puis une formation continue jusqu'au grade de colonel avec l'IHEDN. Ce n'est pas le cas de toutes les grandes écoles françaises, y compris l'ENA (Cf. [Mon interview sur France 3 le 19 juillet 2017](#)). Un officier n'est général qu'au bout d'une trentaine d'années de service et à environ 50 ans sauf dans l'Armée de l'air.

Les généraux et les amiraux ne sont donc pas que de simples exécutants au service du pouvoir politique. Ils représentent la permanence du fonctionnement de l'Etat et surtout de la protection de la France et de sa population. Ils n'étaient pas soumis jusqu'à présent aux aléas des élections.

Or, le départ du général de Villiers, aujourd'hui présenté comme voulu par le président de la République, répond plutôt à la logique du « *spoils system* » à l'américaine comme le Monde l'a analysé ce 18 juillet 2017 pour l'ensemble de l'appareil d'Etat (Cf. Le Monde [Entre l'Elysée et Matignon, onze conseillers en commun](#)). Autant cela peut être compréhensible pour la haute fonction publique souvent politisée, autant cela montre pour les armées une forte méconnaissance de leur fonctionnement. Que ce soit par le statut ou par leur finalité, les armées sont neutres politiquement. Enfin, croire que le nouveau CEMA sera plus conciliant que le précédent, j'en doute. Si le président n'avait pas tiré les bonnes conclusions de cette polémique, cela serait une grave erreur.

Sur la liberté d'expression des militaires et des généraux en particulier

Un politique comme le porte-parole Castaner s'étonne qu'un CEMA se soit exprimé, sans lui-même s'émouvoir que des parlementaires trahissent le secret d'une audition interne. Les députés ont été d'ailleurs bien silencieux depuis. Comme la polémique sur les informations légitimement données par le général de gendarmerie Soubelet (Cf. [Le Figaro du 6 avril 2016](#) et [Le Parisien du 20 juillet 2017](#)) lors d'une audition parlementaire en décembre 2013, cette expérience montre que les officiers généraux ne peuvent faire confiance aujourd'hui ni aux députés ni à un pouvoir exécutif n'acceptant pas que les députés soient informés.

De même, certains officiers généraux, rares, à la retraite, ont contesté ces prises de paroles. Ils

ont largement oublié la frustration des officiers des années 90 devant le silence bien souvent craintif de ces chefs militaires devant les politiques, malgré les atteintes aux modèles d'armée successifs, jamais réalisés.

Pour ma part, depuis le grade de capitaine avec quelques camarades, nous avons ouvert cette voie de la liberté d'expression depuis le début des années 90, malgré quelques tracasseries hiérarchiques aussi bien civiles que militaires. Certes, nous avons bien compris que plus on s'élevait dans la hiérarchie, plus cette liberté de parole devenait complexe (Cf. Mes billets du [3 octobre 2011](#), du [8 mai 2016](#) et du [15 mai 2016](#), ainsi que mes différents articles dans différentes revues de 1999 à 2003) mais peut-on toujours dissimuler la vérité ou simplement refuser tout débat ?

Il est donc temps pour le politique d'intégrer cette évolution et de sortir des stéréotypes du XXe siècle :

- Depuis 2005, le « devoir de réserve » en tant que tel n'existe plus. Il a laissé la place à une obligation de discrétion tout à fait adaptée à une armée professionnelle et responsable.
- Le règlement de discipline générale fait une obligation pour le militaire de rendre compte de l'impossibilité de réaliser une mission. C'est ce qu'a fait le général de Villiers à ses « chefs » politiques successifs.
- Les lois et les « coutumes » sur les lanceurs d'alerte sont désormais acceptées. Pourquoi en serait-il différemment pour un CEMA qui engage la vie de soldats ?
- Le CEMA est le « chef » des militaires. Il est l'interface entre le politique et la communauté militaire. Les armées n'ont pas de syndicats. Ce qu'il a dit en « off » ou bien sur facebook aurait été dit par le syndicat de toute autre catégorie de fonctionnaires accompagné sans doute par des actions syndicales. Il est intéressant de constater que TF1 a d'ailleurs donné la parole aux rares et peu significatives associations professionnelles nationales militaires (APNM) sur au moins la question de la condition militaire (Cf. [Mon billet du 21 décembre 2014](#)).

Cependant, la meilleure illustration de la fraternité militaire et de la reconnaissance du chef est celle de cette haie d'honneur des personnels de l'état-major à Balard qui ont applaudi le général de Villiers lors de son départ. Des chefs d'état-major d'armée présents – qui auraient aussi refusé sa succession – aux simples gendarmes, les militaires ont montré qu'il n'était pas utile de défiler dans la rue pour afficher la solidarité, la fraternité d'armes et surtout leur soutien au CEMA. Cela n'est pas un signal insignifiant que le politique peut raisonnablement ignorer.

- La communauté militaire est professionnalisée et beaucoup de ceux qui ont été militaires restent attachés à l'institution. Le comité national d'entente qui regroupe plus de 60 associations d'anciens militaires et plus de 1,5 millions d'adhérents, a soutenu le CEMA. Il serait bon de ne pas négliger dans les circonstances actuelles cette force à laquelle s'ajoutent 300 000 militaires d'active et les familles.
- L'opinion publique a compris la menace depuis 2015. Le grand changement est effectivement ce soutien aux armées, à leur budget, ce qui aurait été impensable auparavant. L'Armée protège non seulement le territoire national mais aussi la

population.

Un pacte de confiance fragilisé entre le militaire et le politique

Le plus grand doute peut désormais être évoqué sur la confiance à apporter à l'équipe gouvernementale actuelle.

Annoncer par la presse (Cf. [Le Parisien du 12 juillet 2017](#)) que 850 millions d'euros au titre des opérations extérieures (OPEX) seraient désormais à la charge des armées montre soit un manque de maîtrise, soit une grande duplicité. A la date d'aujourd'hui, le maintien en poste du ministre Darmanin laisserait l'hypothèse de la seconde possibilité. Il s'agit d'un fort accroc à la confiance et suscite un grand doute sur la sincérité politique.

En outre, le recadrage public par le président de la République du 13 juillet, à la grande surprise catastrophée de l'assistance, a montré cette instrumentalisation d'une situation. Le discours du 20 juillet à Istres aurait pu faire croire à un retour à la normalité que j'avais souhaité le 19 juillet sur Cnews (Cf. [Cnews Newsroom du 19 juillet 2017](#)) et qui semblait se dessiner (Cf. [Cnews Newsroom du 20 juillet 2017](#)).

Cependant, cela a été au prix d'un nouvel affaiblissement du CEMA que, certes, le ministre Le Drian avait déjà engagé. Le président Macron cette fois a diminué le rôle du conseiller militaire du gouvernement qu'est le CEMA pour en faire un simple chef opérationnel. Pourtant « *La guerre ! C'est une chose trop grave pour la confier à des... !* ». Je vous laisse choisir la fin (Cf. [Mon billet du 6 avril 2014](#) et autres billets d'avril 2014).

Christophe Castaner a aussi donné le coup de pied de l'âne au général de Villiers. La violence de ses propos le 20 juillet matin ne peut que relancer notre méfiance sur les promesses et l'autoritarisme potentiel du président Macron malgré l'intervention de la ministre des armées le 20 juillet sur TF1 (Cf. [Journal télévisé du 20 heures](#)).

Il a reproché au CEMA sa déloyauté ce qui est loin d'être prouvée suite aux éléments supra. En revanche, je pourrai évoquer les nombreuses déloyautés politiques constatées lors des campagnes électorales de 2017 (Cf. [Mon billet sur la loyauté du 4 septembre 2016](#)). Je ne suis donc pas sûr que ces politiques soient les mieux placés pour définir ce que sont la loyauté ou la déloyauté. La loyauté ne se conçoit qu'à travers une confiance partagée.

Des promesses budgétaires du 20 juillet 2017 à tenir

Les promesses sont restées dans le flou jusqu'à ce week end. Aucun chiffre n'était cohérent depuis le 11 juillet (Cf. [Le Monde du 22 juillet 2017 sur le casse-tête budgétaire](#)). Le budget des armées représente aujourd'hui 1.57% hors pensions. Un peu plus de la moitié de ce budget soit 17,3 milliards d'euros sur 32,7 milliards d'euros, est consacré aux investissements.

Le président de la République s'est engagé le 20 juillet au respect du budget 2017. Le budget de 2018 serait le seul à être augmenté. La DICOD a affiché néanmoins les objectifs budgétaires ce 21 juillet (Cf. [Explications du service d'information des armées](#)). Le dégel d'une partie des sommes gelées (1,2 milliard d'euros) a été obtenu et annoncé ce dimanche 23 juillet.

Cela signifie un succès pour le général de Villiers au prix de sa démission.

Cependant, la ligne budgétaire affectée aux OPEX en 2018 reste problématique. 650 millions d'euros y seraient affectés alors qu'elles représentent 1,3 milliards en 2017. La cohérence sinon la sincérité ne sont toujours pas au rendez-vous avec les remarques suivantes : soit la France quitte des théâtres d'opération, soit, avec le même rythme d'engagement, le déficit dû aux OPEX posera encore problème.

Les engagements militaires sont rarement prévisibles. Le seul élément tiré de l'expérience est que les guerres sont longues, donc coûteuses. Si le financement d'une opération n'est pas assuré et si les équipements ne sont pas à la hauteur de la menace, le refus du nouveau CEMA à engager sa responsabilité de commandant opérationnel (Cf. [Mon interview sur France 3 le 19 juillet 2017](#)) sera-t-il acceptable par le président de la République au nom d'une forme de « droit de retrait » ?

Mais un budget de la défense, pour quoi faire ?

Une stratégie doit gouverner l'attribution de moyens. Le seul problème est que les « Livre blanc » de 2008 et de 2013 avaient pour objectifs de répondre à la question. Ils étaient donc vraisemblablement mauvais ou inutiles. Outre le fait que des impasses par le gouvernement précédent aient été faites par idéologie, notamment face à l'islamisme radical (Cf. [Mon billet du dimanche 14 septembre 2014, « Le djihadiste, un ennemi bien identifié pour la France ? »](#)), il ne sert à rien pour l'Assemblée nationale de voter un budget que l'exécutif ne respecte pas.

Des armées fortes sont justifiées par l'existence de menaces. Or, celles-ci sont présentes et visibles. Le budget consacré aux investissements vise à être capable de faire face aux menaces futures et il faut une dizaine d'années notamment pour développer de nouveaux équipements. Diminuer cette part du budget conduit à affaiblir non seulement nos forces armées mais aussi notre industrie d'armement. Conduire la guerre de demain se prépare aujourd'hui.

En outre, on ne peut pas dire que l'on est en guerre sans aller jusqu'à l'adoption d'une économie de guerre. Appliquer au ministère de la Défense un raisonnement uniquement comptable (Cf. [Mon interview sur France info du 18 juillet sur Youtube](#)) qui ne tient pas compte des réalités liées à cet état de guerre entraînant une usure accélérée des hommes, des parcs et des matériels, serait une faute grave.

Pour conclure

Je pense mais je peux me tromper que le caractère du président Macron apparaît peu à peu : sourires, embrassades, mains dans le dos mais aussi autoritarisme, peu d'empathie et goût du pouvoir. Tout ne peut pas se limiter à de la communication comme la présentation du général Lecointre comme un jeune général (pourtant à peine plus jeune que ses prédécesseurs lors de leur nomination) ou un héros (Cf. Pour mieux connaître le CEMA, [Le Monde du 19 juillet 2017](#)). Cette crise avec les armées a montré une fracture dans l'image qu'il construisait. Dans le court terme, le lien de confiance sera difficile à reconstruire et les généraux « poètes revendicatifs » évoqués par Christophe Castaner le 20 juillet, car il n'y en a pas qu'un, seront vigilants.

Cependant, cette polémique est un vrai gâchis. Le président Macron le paie sans aucun doute dans le sondage de ce week end qui le voit perdre dix points d'opinions favorables. En outre annuler le rendez-vous ce vendredi avec le général Lecointre, n'est pas un signe forcément encourageant vers une normalisation des relations entre l'exécutif et les armées. Or, les leçons sont faites pour être apprises.

En tout cas, ce week end est celui du Triomphe de Saint-Cyr, cérémonie du baptême de la nouvelle promotion de saint-cyriens. Je remarquerai, en toute humilité bien sûr, que le combat sur le budget, le respect dû aux armées sinon la liberté d'expression a été largement mené par les généraux saint-cyriens de l'Armée de terre ou de la gendarmerie. Saint-Cyr est vraiment une grande école si d'aucun pouvait en douter !

Bonnes vacances, retour mi-septembre sauf événements majeurs à traiter.